

**PROTOCOLE D'ACCORD  
TRANSACTIONNEL**

**Entre :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence dont le siège est établi au PHARO, 58 avenue Charles LIVON, Marseille 7<sup>ème</sup>,

Représentée par son Vice-Président, Monsieur Didier KHELFA, habilité par arrêté N° 20-101/CM du 10 juillet 2020

**D'une part,**

**et**

La société URBAN MOTO, Société à responsabilité limitée au capital de 10 000,00 Euros, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 514 650 351 R.C.S Marseille dont le siège social est domicilié au 13-15 Boulevard Schlœsing – 13010 Marseille et exploitant à la même adresse, un commerce sous l'enseigne URBAN MOTO,

Représentée par son Gérant,

Monsieur Jean-François BARNEAUD, né le 14 décembre 1971 à Marseille (France) et domicilié au 116 avenue de la Timone – 13010 Marseille.

**D'autre part,**

Il est rappelé ce qui suit :

Afin de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés dans le cadre d'opérations d'aménagements structurants, la Métropole Aix-

Marseille-Provence a constitué, par délibération n° FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, une « Commission d'indemnisation à l'amiable du préjudice économique » subi par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Cette Commission a la double mission d'instruire les dossiers d'indemnisation et d'émettre un avis de manière à éclairer la décision finale qui sera prise par l'organe de la Métropole qui décidera du caractère d'indemnisable ou non du préjudice et fixera le montant de l'indemnité grâce à une convention de transaction.

En vertu de la décision de désignation rendue par le Tribunal administratif en date du 07 septembre 2017 et de la lettre de mission de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 24 octobre 2022, Mme. Carole BOLLANI-BILLET a été désignée en qualité d'expert, avec mission de rechercher tous éléments relatifs au préjudice d'exploitation subi par la société URBAN MOTO du fait des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille pour la période du 02 janvier 2022 au 31 août 2022.

Les frais d'expertise ont été pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans son rapport définitif, l'expert a estimé le préjudice à 151 451.00 Euros (cent cinquante et un mille quatre cent cinquante et un euros) pour la période du 02 janvier 2022 au 31 août 2022. Sur cette base, la Commission a émis un avis favorable pour un montant de 66 771.00 Euros (soixante-six mille sept cent soixante et onze euros) à titre d'indemnité correspondant au montant de l'indemnité initiale demandé dans le dossier d'indemnisation ainsi qu'à la gêne excédant les sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité.

Par délibération en date du 19 janvier 2023, le Bureau de la Métropole a décidé d'adopter cette proposition.

En cet état, les parties se sont rapprochées dans l'objectif de régler à l'amiable la réparation du préjudice subi par la société URBAN MOTO, pour la période du 02 janvier 2022 au 31 août 2022, par le versement d'une indemnité définitive.

Ceci étant rappelé, les parties ont convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET

Le présent protocole a pour objet l'indemnisation amiable de la société URBAN MOTO, pour le préjudice causé par les travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille pour la période du 02 janvier 2022 au 31 août 2022.

Article 2 : MONTANT DE LA TRANSACTION

Après rapprochement des parties, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence versera à la société URBAN MOTO la somme de 66 771.00 Euros (soixante-six mille sept cent soixante et onze euros).

Cette somme est versée à titre forfaitaire et pour solde de tout compte, ce qui est expressément accepté sans réserve par la société URBAN MOTO qui reconnaît qu'elle la dédommage de l'intégralité du préjudice subi en raison des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille pour la période du 02 janvier 2022 au 31 août 2022.

Le règlement de la somme précitée sera effectué au bénéfice de la société URBAN MOTO, dans un délai de 45 jours au compte suivant :

<b>Code Banque</b>	<b>Code Guichet</b>	<b>Numéro de Compte</b>	<b>Clé RIB</b>
10096	18335	00061667409	87
<b>Titulaire du compte</b>		URBAN MOTO	

Article 3 : EFFETS DE LA TRANSACTION

Cette transaction est réglée par les dispositions des articles 2044 et suivant du Code Civil et a autorité de chose jugée au sens de l'article 2052 du Code Civil.

En conséquence, la société URBAN MOTO renonce expressément à tout recours amiable ou contentieux, relatif au préjudice actuel et futur indemnisé par le présent accord qui règle définitivement le différend né de la situation qui y est visée.

Article 4 : FRAIS ET HONORAIRES

Chaque partie conserve à sa charge l'intégralité des frais et honoraires de toutes sortes qu'elle aura engagées pour aboutir à la présente transaction.

Article 5 : PRISE D'EFFET

Le présent protocole prendra effet à compter de sa notification par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Fait à Marseille, le (en 3 exemplaires),

Porter la mention manuscrite :

***("Lu et Approuvé, bon pour accord à titre transactionnel forfaitaire et définitif")***

Pour la société URBAN MOTO,  
  
Monsieur Jean-François BARNEAUD  
délégation,  
  
Gérant  
  
Budget  
Finances,

Pour la Métropole Aix-  
Marseille- Provence,  
Pour la Présidente et par  
  
Le Vice-Président délégué au  
et aux  
  
Didier KHELFA